



Syrie : le chaos à huis clos

Syrie : le chaos à huis clos

Quatre ans après le début du conflit, la Syrie se noie dans le chaos et le bilan humain est effroyable : plus de 200 000 morts dont la moitié sont des civils, plus d'1,5 million de blessés avec des séquelles graves et permanentes, 11 millions de personnes réfugiées ou déplacées et plus de 12 millions de Syriens touchés par la guerre, soit plus de la moitié de la population totale.

En association avec 9 partenaires syriens, Médecins du Monde aide les déplacés, principalement dans les gouvernorats d'Idlib, Alep, Deraa et Damas et propose des services de soins de santé primaire et de santé sexuelle et reproductive dans 3 cliniques fixes et 2 cliniques mobiles. Médecins du Monde fournit 70 structures de santé syriennes en médicaments, équipements et consommables médicaux et assure la formation de personnels de santé. En 2014, 836 822 personnes ont eu accès à des consultations de MdM, une hausse de 30 % par rapport à 2013.

Découvrez les témoignages de réfugiés et de personnels de Médecins du Monde sur un site internet dédié :

fuirlaguerre.medecinsdumonde.org

« Syrie : le chaos à huis clos » est un supplément au n° 40 de la revue *Humanitaire*, mars 2015.

Ce supplément a été piloté par Gérard Pascal, chirurgien des hôpitaux et membre du conseil d'administration de Médecins du Monde en charge des urgences et des crises internationales, en collaboration avec le Groupe Moyen-Orient de Médecins du Monde, sous la direction de Boris Martin, rédacteur en chef.

Ce supplément est gratuit et ne peut être vendu.

<http://humanitaire.revues.org>

Les photographies en noir et blanc publiées dans ce supplément sont de Francesco Fantini. Elles font partie de l'exposition « Des mots pour refuge - Témoignages de réfugiés syriens en Jordanie et au Liban », réalisée par Francesco Fantini, Federico Dessì et Emilie Luciani dans le cadre du projet *Focus on Syria* (www.focusonsyria.org/fr).

Cette exposition a été financée par Médecins du Monde et présentée dans plusieurs villes en France et en Italie. Pour plus d'informations sur l'exposition et sur les possibilités de l'accueillir dans votre ville, veuillez contacter Olivia Amos de Médecins du Monde (olivia.amos@medecinsdumonde.net) et les auteurs (mail@focusonsyria.org).



Introduction

Syrie

L'insoutenable et durable indifférence

Par le Groupe Moyen-Orient de Médecins du Monde*

Bien avant 2011, bien avant que le chaos ne s'abatte sur la Syrie et ne pousse la moitié des Syriens sur les routes, Médecins du Monde (MdM) était sur place.

12 millions. Ce chiffre – effrayant à sa seule évocation – correspond au nombre de Syriens victimes directes du conflit et nécessitant une aide humanitaire. Il est plus que symbolique pour un État de la taille de la Syrie puisqu'il représente plus de la moitié de la population du pays. À lui seul, il montre non seulement l'étendue du désastre, mais surtout l'impasse dans laquelle nous sommes en termes de solutions. Il dit enfin le travail titanesque de reconstruction que les Syriens devront entreprendre quand cette barbarie quotidienne, qui dure depuis plus de 4 ans, prendra fin. Il faudra des efforts surhumains pour relever la Syrie et lui donner ne serait-ce qu'un peu

d'espoir pour imaginer un avenir meilleur. Bien entendu tout ceci est au-dessus de nos moyens, nous tous engagés, d'une manière ou d'une autre, auprès des Syriens de l'intérieur et dans les pays limitrophes qui continuent à regarder sans pouvoir agir la destruction de leur pays. Mais surtout cela semble même au-delà des moyens de la communauté internationale, incapable de proposer des solutions réalistes, comme nous le verrons dans le texte de Peter Harling, conseiller spécial pour le Moyen-Orient au sein du International Crisis Group. Ce constat d'impuissance nous questionne. À quoi servons-nous alors que cette crise dure et que personne n'est en capacité de trouver une issue ? Ne sommes-nous plus capable de trouver une troisième voie, celle de la raison ? Ces questions et d'autres avaient déjà été posées il y a presque un an à l'occasion du forum *L'humanitaire en*

question(s) qui s'était tenu à MdM et dont une synthèse est publiée ici, preuve que le temps n'y fait rien : un an après, les mêmes questions demeurent.

La crise syrienne, qui a pris très vite une dimension internationale, intègre une multitude de conflits qui s'entrecroisent, se superposent, se nourrissent les uns les autres et finissent par éloigner un peu plus l'espoir d'un dénouement. Que ce soit entre le régime et ses opposants, entre l'islam sunnite et l'islam chiite, entre les différents mouvements sunnites (qu'ils soient salafistes traditionnalistes, salafistes activistes [Herakis], djihadistes, Ikhwani [frères musulmans] ou progressistes), entre les puissances régionales (l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Turquie), entre les grandes puissances mondiales, les bandes mafieuses et les marchands de guerre, la Syrie est ainsi devenue le champ de bataille et le terreau de toutes les expressions et formes excessives de violence. Au point même d'y retrouver plusieurs milliers de citoyens du monde venus combattre pour l'un ou l'autre camp. Le sort de la population civile dans cet imbroglio est loin, très loin d'être pris en considération. Pour survivre à ce drame, elle ne peut aujourd'hui compter que sur elle-même et les réseaux de solidarité locale, notamment à travers les organisations de la société civile, comme le fait MdM et comme nous le présente le

La Syrie est ainsi devenue le champ de bataille et le terreau de toutes les expressions et formes excessives de violence.

texte de Racha Abazied, la Secrétaire générale du Collectif de Développement et de Secours syrien (CODSSY).

La présence de MdM sur place, notre connaissance du terrain – notamment dans la zone la plus touchée, le Nord du pays dans le gouvernorat d'Alep – et surtout les réseaux que nous y avons développés nous ont permis d'agir autrement, de manière plus adaptée. Entre 2007 et 2011 en effet, MdM avait formé beaucoup de personnels de santé pour travailler dans 9 centres de santé primaire. Ces connexions nous ont été fort utiles lorsqu'il a fallu mettre en place les opérations d'urgence dans le nord de la Syrie en 2012. Une grande partie des soignants et de la population vivant dans cette région connaissait déjà notre association. C'est aussi le cas dans les pays limitrophes, le Liban et la Jordanie où ces connaissances et ces réseaux partenaires ont également permis de développer rapidement des programmes bien ajustés aux besoins des populations réfugiées.

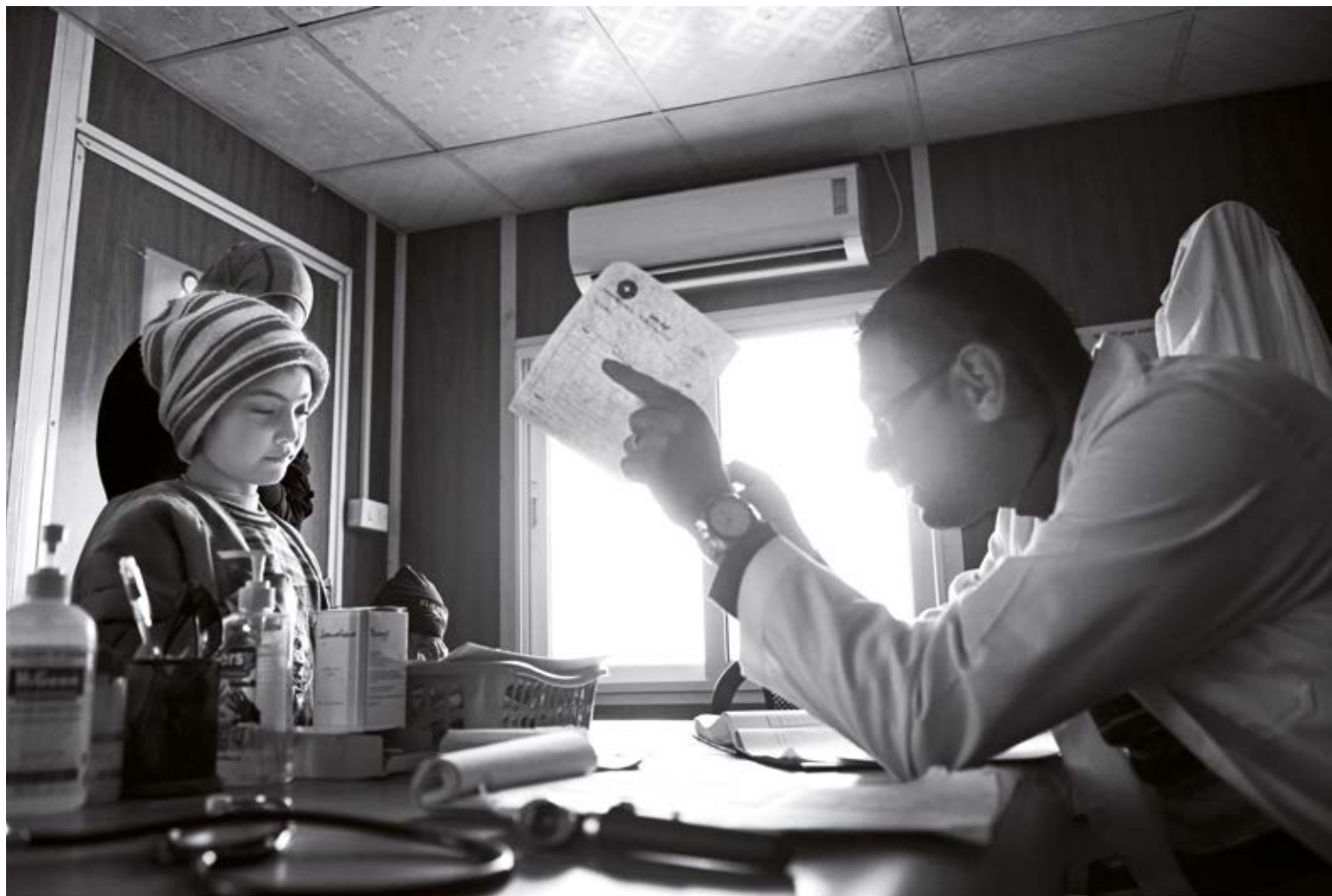
L'évolution de notre mission durant ces 4 dernières années respecte cet état d'esprit. En plus des activités menées directement par MdM, des partenariats ont continué à être noués à l'intérieur de la Syrie pour accéder aux populations les plus isolées et leur proposer ainsi, en plus d'un accès aux soins de santé primaire, des soins hospitaliers à travers les différentes structures, parfois clandestines, que nous soutenons. Au fur et à mesure de l'évolution du conflit et selon un contexte qui n'a cessé de s'aggraver, les programmes se sont ajustés en conséquence pour répondre à l'augmentation des besoins des Syriens restés en Syrie mais également à ceux réfugiés au Liban, en Jordanie et en Turquie. Aujourd'hui les équipes de MdM et leurs partenaires procurent des services aussi variés que la santé primaire, la santé sexuelle et reproductive, la santé mentale, les soins hospitaliers ou les soins post-opératoires.

Combien de temps pourrons-nous et pourront-ils continuer ainsi ? Les Syriens se sont fait surprendre par l'extrême violence qui a très vite pris la place des manifestations pacifiques du début de la révolution. La militarisation et la radicalisation du conflit sont passées par plusieurs phases, résultat des effets d'une mécanique sécuritaire installée depuis les années 1970, des conséquences de la transformation du monde depuis les années 2000 et des conflits qui se sont succédé

dans la région depuis. Après coup, et en y regardant de plus près, le régime syrien a réussi à internationaliser ce conflit en en faisant la préoccupation majeure de la communauté internationale, non pas dans le sens où nous le souhaiterions, mais dans celui de la « guerre contre le terrorisme » que cette dernière ambitionne de mener depuis les années Bush.

Mais ne soyons pas dupes, cette « guerre contre le terrorisme » n'a fait que provoquer l'effet inverse, c'est-à-dire la prolifération des groupes et organisations terroristes à travers le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Afrique de l'Ouest. Ce constat grave de l'échec de la politique du tout-sécuritaire place la Syrie comme laboratoire de tous les excès. Les Syriens réalisent aujourd'hui qu'ils ne sont pas près de voir le bout du tunnel. Nombreux sont ceux qui aujourd'hui décident, à contrecœur, d'aller reconstruire une vie ailleurs.

** Le Groupe Moyen-Orient de Médecins du Monde est un groupe de réflexion géopolitique auquel participent les associatifs et les salariés impliqués dans les missions au Moyen-Orient. Il se réunit régulièrement pour analyser le contexte, échanger et discuter de la stratégie opérationnelle et de la mise en œuvre des programmes dans cette région.*



Prologue

La société civile syrienne, premier acteur humanitaire dans la guerre

Par Racha Abazied*

Chaque année depuis 2011, à l'approche du 15 mars, les regards se tournent inmanquablement vers la Syrie, ce pays meurtri par un désastre humanitaire sans précédent. On prépare alors des dossiers, des numéros spéciaux, des focus pour marquer une sorte d'« anniversaire » à la mémoire d'une « révolution » qui n'a plus droit de cité. La date du 15 mars est pourtant une date symboliquement forte pour le peuple syrien qui, après des décennies de dictature, avait osé en ce printemps 2011 revendiquer le droit à la liberté, à la dignité et à la démocratie. Comble du malheur pour les Syriens qui ont vu leur révolte écrasée, et leurs oppresseurs s'en sortir indemnes, cette journée du 15 mars est devenue l'anniversaire d'un conflit, d'une guerre sanglante et d'une crise humanitaire d'une ampleur effrayante, comme si l'on tirait un trait sur leur mémoire, leur histoire, celle qu'ils ont écrite de leur sang.

Quatre ans après, la situation n'a fait que s'aggraver. Le conflit s'est internationalisé, il a maintenant d'autres enjeux régionaux et subit des influences externes plus marquées. Le pays est déchiré entre un régime qui continue de bombarder et d'opprimer sa population et des fanatiques islamistes aux pratiques barbares qui la terrorisent. Aujourd'hui, la moitié des Syriens ne vivent plus chez eux : fin 2015, on comptera en effet 11 millions de réfugiés et de déplacés, sur une population de 22 millions. Un Syrien sur deux a besoin d'une aide urgente ; quant aux autres, ils essaient de survivre à de terribles pénuries comme ils le peuvent, dans un pays où les institutions et l'économie sont paralysées.

Pour les grandes ONG et associations humanitaires, la situation sécuritaire et les obstacles sont tels que travailler avec la Syrie est devenu une mission très difficile. Les

autorisations pour acheminer l'aide dans les zones contrôlées par le régime sont complexes à obtenir, et même une fois délivrées, les convois risquent d'être pris pour cibles et détournés de leur destination. Quant aux zones assiégées comme la Ghouta orientale ou le camp de Yarmouk, autant dire que ce sont des mouirois à ciel ouvert où la population est affamée et manque de tout. La ville assiégée de Douma qui a été bombardée récemment n'a plus d'électricité ni d'eau depuis 32 mois, les rares denrées qui entrent par l'intermédiaire de trafiquants profitant de la guerre sont vendues 50 à 80 fois le prix de la capitale voisine. Une poignée de chirurgiens et des médecins débordés se retrouvent souvent devant un choix impensable humainement : décider qui sauver en priorité...

Dans ce tableau noir, il reste pourtant des poches d'espoir, entretenues par la société civile. Celle qui, dès le début de la crise, s'est montrée solidaire et a formé de manière locale et disparate parfois des cellules d'action humanitaire. Les jeunes militants, qui ont refusé de prendre les armes, ont trouvé un moyen de résistance dans l'aide à leur prochain et un salut dans des projets d'assistance et de secours. Beaucoup d'entre eux travaillent de manière clandestine,

La situation sécuritaire et les obstacles sont tels que travailler avec la Syrie est devenu une mission très difficile.

avec peu de moyens en prenant des risques énormes pour mener à bien de petits projets près de chez eux. En 2012, les jeunes étudiants de Damas s'organisaient pour accueillir le flux de familles déplacées fuyant les zones bombardées de Homs, leur trouvant des refuges, des paniers-repas, organisant les soins et les plaçant chez des habitants qui leur ouvrent généreusement leur domicile. Mais bientôt les lieux échappant à la guerre se font rares si bien que les bénévoles, arrêtés et poursuivis systématiquement, ne parviennent plus à passer les barrages qui se multiplient. À Alep, ce sont alors des médecins, des commerçants, des étudiants, des ouvriers qui ont formé ce qu'on appelle les « casques blancs », des unités de secours qui déblayent, fouillent sous les gravats des immeubles écroulés pour retrouver des survivants et secourir les blessés. Les boulangeries sont installées dans les sous-sols pour éviter les barils de TNT lancés quotidiennement sur les quartiers civils. Dans la banlieue de Damas, les maisons de particuliers sont transformées en écoles pour accueillir des enfants privés de scolarité depuis deux, voire trois ans. À Deraa, le collectif Ghoson Zaitoun (« Branche d'olivier ») ouvre des écoles dans les villages hors zone de combat. Dans la région d'Idlib, des jeunes

artistes embarquent des marionnettes et du matériel de dessin dans une camionnette, « la caravane magique », pour sillonner les campagnes et essayer d'offrir un peu de joie aux enfants.

Les initiatives locales s'organisent aussi au plan national, des réseaux se créent pour rationaliser les actions. Le réseau Hourras (« Les gardiens de l'enfance »), porté par des jeunes du Mouvement syrien pour la non-violence, élabore des méthodes d'enseignement et des formations pour les enseignants. Un enseignement prenant en compte les traumatismes des enfants et les difficultés des professeurs pour les aider à travailler et faire face aux situations d'urgence. Le groupe Taalim (« Éducation ») crée des écoles et des centres d'alphabétisation en utilisant le programme d'éducation d'urgence de l'UNICEF.

Si la situation interne reste très difficile et manque cruellement de moyens, les Syriens parviennent à mieux s'organiser dans les pays voisins. Les initiatives sont mieux structurées en Turquie, en Jordanie et au Liban. Le groupe Alphanet pour une éducation alternative par exemple crée des écoles sous les tentes, dans les camps où vivent les réfugiés, et organise des sessions d'éducation de base pour enseigner les matières essentielles aux enfants (arabe, maths, anglais).

Au-delà de la destruction et des besoins de secours qui nécessitent des moyens énormes, hors de notre portée, c'est toute la structure interne de la société et des liens d'entraide, de solidarité et du vivre ensemble qui ont été brisés par l'enlisement du conflit.

Ce sont toutes ces initiatives citoyennes et projets nés de la nécessité et portés par la société civile syrienne que le CODSSY (Collectif du Développement et du Secours Syrien) essaie de soutenir et de promouvoir. Ce collectif, constitué de plusieurs associations franco-syriennes enregistrées en France, met en commun des expériences pour aider à élaborer des projets avec les acteurs de terrains cités précédemment. Quelles que soient les différences d'axes de travail choisies au sein de chaque association (aide aux réfugiés, promotion de la culture, art thérapie, éducation des enfants...), et face à l'urgence humanitaire, le collectif met tout en œuvre pour rassembler les énergies autour de projets concrets, permettant l'élaboration d'actions réalistes et viables, assurant leur transparence et la recherche de

financements. Le collectif se veut un pont entre les relais syriens et les bailleurs internationaux qui demandent un retour détaillé et traçable quant aux fonds débloqués. Bien évidemment, tout ce que nous faisons reste modeste, ce sont des microprojets, autant dire une goutte d'eau dans un océan de malheurs. Après quatre ans, au-delà de la destruction et des besoins de secours qui nécessitent des moyens énormes, hors de notre portée, c'est toute la structure interne de la société et des liens d'entraide, de solidarité et du vivre ensemble qui ont été brisés par l'enlèvement du conflit. Ce sont ces liens que nous tentons de reconstituer à notre échelle, en veillant à ne faire aucune distinction entre les groupes confessionnels ou ethniques qui composent une population variée riche de dix mille ans d'histoire.

Bien que les symboles du soulèvement populaire de 2011 soient loin maintenant, c'est cet élan premier, celui des manifestants scandant dans les rues « Wahed, wahed, wahed, el-sha'ab el-souri wahed » (*Un, un, un le peuple syrien est uni*) qui résonne encore et motive les acteurs de la société civile. Un écho lointain que l'on retrouve pourtant dans les projets solidaires que nous menons, comme lorsque des enfants musulmans sont accueillis dans une église, transformée à la hâte en école de fortune...

** Franco-syrienne, Racha Abazied est bibliothécaire et éditrice en France. Depuis 2011, elle s'est engagée pour venir en aide à son pays d'origine, fondant l'association Syrie MDL (Syrie moderne démocratique laïque) dont elle est présidente. Elle est actuellement la Secrétaire générale du Collectif de Développement et de Secours syrien (CODSSY).*



L'humanitaire en question(s)

Débat organisé le 24 mai 2014 au siège de Médecins du Monde

La crise syrienne interpelle l'action humanitaire, elle nous oblige à nous interroger sur ses missions, ses limites, son rôle dans l'histoire contemporaine. D'où le titre de ce forum « L'humanitaire en question(s) » que nous avons organisé en mai 2014. La guerre avait alors trois ans : bien peu de choses ont changé depuis.

Si le titre sous-entendait la pluralité des questions, c'est bien qu'elles étaient – et qu'elles demeurent – nombreuses même si, au fond, il pourrait n'y en avoir qu'une seule : à quoi servons-nous dans cette crise ? Oui, à quoi servons-nous – en Syrie comme ailleurs – quand une crise dure et que ni la communauté internationale, ni les sociétés civiles sont en capacité de trouver une issue ? À quoi servons-nous quand le personnel médical, les structures de soins sont pris pour cibles, contraignant les humanitaires traditionnels à apporter une réponse indirecte, depuis la périphérie ? Sommes-nous de fait écartés de notre mission de soins pour rester cantonnés à un rôle de distributeur, lui-même déterminé par la marchandisation du secteur ? Contribuons-nous aussi et ainsi à la création et à la pérennisation de zones de non-droit ? Ou bien est-il permis d'espérer que le témoignage et le plaidoyer sont encore en mesure de faire bouger les lignes ?

C'est à toutes ces questions que nous avons tenté d'esquisser des réponses, à partir de cinq interventions, discutées ensuite avec le public.

La crise syrienne : une forme de continuité historique et humanitaire

Par Henry Laurens, professeur au collège de France, titulaire de la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe

Cette région du monde a fait partie d'un ensemble politique appelé « la question d'Orient » au XIX^e siècle et qui se poursuit jusqu'à ce jour. C'est un jeu complexe d'implication et d'ingérence qui a dominé la scène politique internationale à travers le XIX^e siècle et de nouveau au XX^e siècle, après la Seconde Guerre mondiale.

La naissance de l'humanitaire vient d'une image, celle de la révolte grecque de 1821, avec le fameux massacre de Chios connu par le tableau de Delacroix ou par le poème de Victor Hugo. Ce massacre suscita un puissant mouvement d'opinion, qui déboucha sur une intervention militaire franco-britannique, puis française en 1828 et 1829. Ce schéma se répète périodiquement à travers « la balkanisation » : toute crise de violence dans l'espace de la Méditerranée orientale suscite une intervention militaire pour séparer les combattants et finalement aménager le

nettoyage ethnique. On le voit en Grèce début XX^e siècle et plus récemment en Bosnie et au Kosovo. Mais cela ne marche pas à tous les coups. Les massacres arméniens des années 1890 n'arrivent pas à susciter cette intervention.

Au début, l'humanitaire européen ne sort pas d'Europe. Le Comité international de la Croix-Rouge, créé en 1863 ne sort du continent qu'en 1946 pour aller en Indonésie, puis en Palestine en 1947. Après 1918, le Proche-Orient est dévasté, avec des famines et des épidémies. Les premières organisations américaines, les seules qui ont les moyens, interviennent massivement en Syrie, au Liban et en Palestine. Elles y créent une logistique et une pratique de l'humanitaire. Curieusement, à 30 ans de distance, on retrouve les mêmes : les humanitaires de l'espace syrien de 1919 sont les mêmes qui agissent en 1948 et 1949 pour les réfugiés palestiniens. ■

ONG substituts de l'État

« Les organisations humanitaires au sens large, celles qui s'occupent des populations, mais aussi les développementalistes, remplacent progressivement les organisations caritatives chrétiennes du XIX^e siècle. Dans le système colonial, les services sociaux sont sous-traités aux missions religieuses. Les missions catholiques et

protestantes rendent donc les services sociaux de base, médicaux, scolaires, etc. Ceci de nos jours est repris par les ONG qui, une nouvelle fois, suppléent les carences étatiques. De toutes les façons, elles seules disposent des clés d'organisation. Si les États sous-traitent aux humanitaires, c'est parce qu'ils savent faire. Les États, eux ne savent plus faire ou n'ont jamais considéré que c'était de leur mission. » H. L.

En Syrie, le financement de l'aide humanitaire passe à 85% par l'ONU. Cela pose une question d'indépendance, car tout est canalisé par le régime de Damas

Par Baptiste Hanquart, coordinateur général au Liban pour Médecins du Monde

La question des financements est importante pour la Syrie, car c'est l'une des crises qui a réuni le moins de fonds privés, issus de la générosité du public. Les États

donateurs financent la majorité de la réponse humanitaire. L'aide passe très largement via le système des Nations unies, notamment à travers deux agences onusiennes : « OCHA » en charge de la réponse humanitaire à l'intérieur de la Syrie et le Haut-Commissariat aux réfugiés (UNHCR) en charge des réfugiés syriens en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie.

Cela pose une question d'indépendance fondamentale, puisqu'aujourd'hui ces agences onusiennes, si elles ont des principes humanitaires, sont quand même liées hiérarchiquement au secrétariat général des Nations unies et à l'assemblée générale. Or il y a des questions sur l'utilisation des fonds. Pouvons-nous passer outre un État qui est considéré comme illégitime par une partie de la communauté internationale ? En Syrie, les financements et l'aide humanitaire sont canalisés via le régime de Damas qui contrôle tout. Toutes les organisations sont obligées de travailler sous son contrôle.

Une agence OCHA s'occupe des Palestiniens dans la région, l'UNHCR se charge des réfugiés syriens. Puis l'OIM, l'Organisation internationale pour les migrations, s'occupe des Libanais sans papiers ou d'autres populations non syriennes qui ont fui, sans le statut de réfugiés. Pourquoi une telle déperdition ? Ces agences n'ont pas l'autorisation de s'engager avec des organisations civiles ayant un lien confessionnel ou politique. Cela signi-

fié presque personne. Au Liban, Médecins du Monde a un partenariat avec l'association Amel du Dr Kamel Mohanna. Le fait d'être du sud du Liban a mis bien des obstacles pour lui donner accès aux financements. Cela pose un vrai souci, puisque sur le terrain, ce sont ces services communautaires qui font le travail.

Coût d'une consultation médicale

« Visite à un spécialiste, tests de laboratoire, éducation à la santé, possibilité de se référer à un psychologue ? Avec le système onusien, une consultation complète pour un réfugié syrien coûte 400 dollars, sans prise en charge des médicaments ni des tests de laboratoire. Chez Médecins du Monde ou d'autres partenaires, notamment des partenaires locaux, en moyenne cela coûte 23 dollars. Bien sûr il faudra refaire ce calcul. Mais même pour gérer des volumes très importants, on n'a pas besoin de 377 dollars de frais de gestion par consultation ! » B. H.

Médecins du Monde fait le choix de travailler uniquement avec des partenaires locaux. Ce n'est pas possible pour la grande majorité des acteurs humanitaires dont les mécanismes de financement sont trop bureaucra-

tiques. La Commission européenne verse un financement à l'UNHCR, qui prend un pourcentage de gestion. L'UNHCR contracte avec une ONG internationale qui contracte avec une société ou association locale identifiée et validée. À chaque étape des frais sont prélevés sauf pour le partenaire local. On ne peut plus fonctionner avec de tels systèmes. Les responsables sont éloignés du terrain, perdent tout contact avec la réalité et ne s'intéressent qu'aux chiffres. Tous les audits le martèlent : la réponse humanitaire des Nations unies a glissé vers la professionnalisation avec des mécanismes de *reporting* exclusivement financiers et quantitatifs. Si je travaille chez Médecins du Monde, c'est parce que l'on a refusé ça et que l'on travaille d'abord sur le terrain et portons une attention particulière au qualitatif, parfois difficile à évaluer. On n'accepte pas de financement des Nations unies sur cette crise, pour pouvoir garantir cette indépendance. ■

Hommes, femmes et enfants manifestaient rose à la main : ceux qui leur ont tiré dessus et les ont torturés devront répondre de leurs crimes

Par Geneviève Garrigos,
présidente d'Amnesty International France

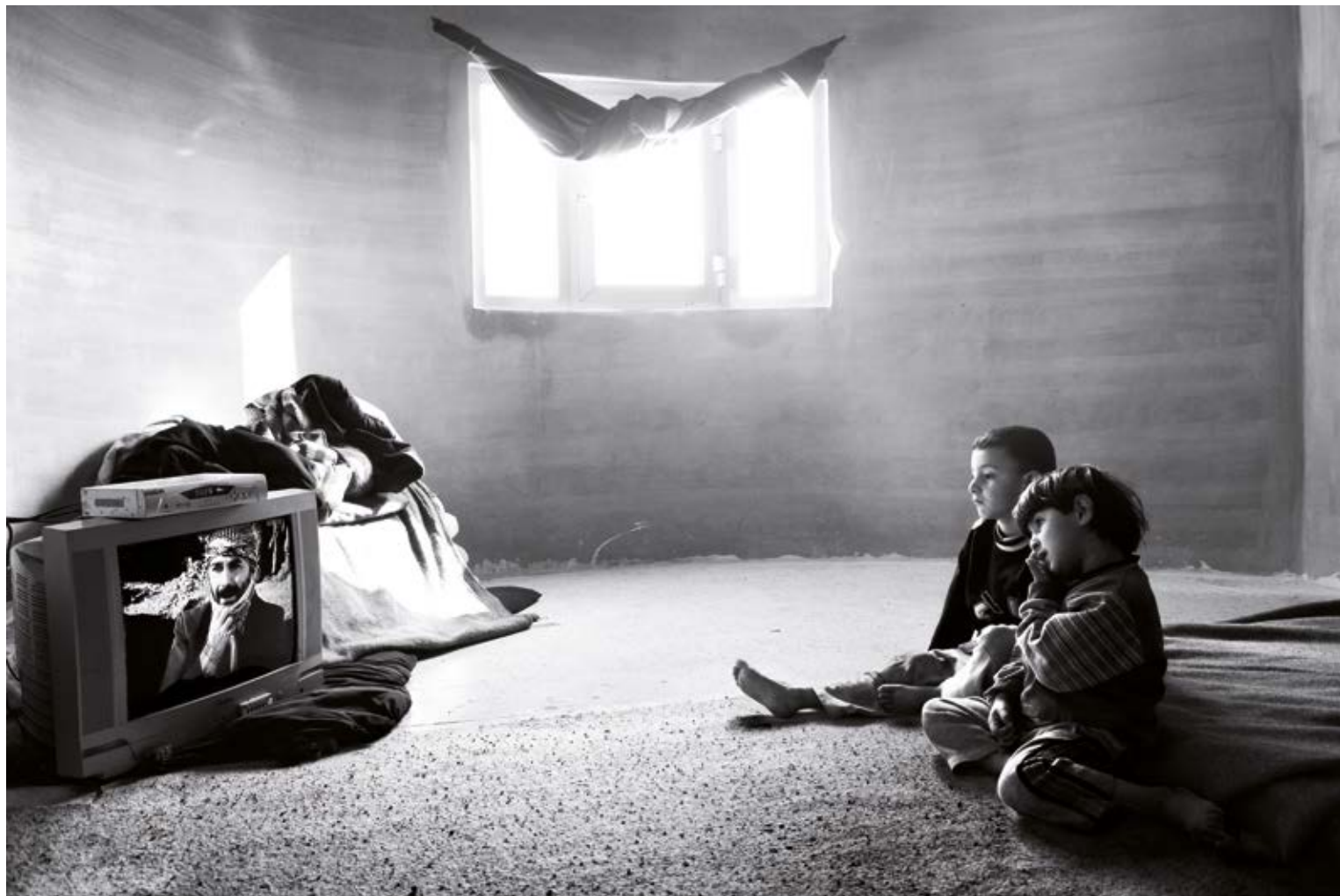
Après trois ans de crise syrienne, la situation sur place dépasse l'imaginable. Depuis le début, il y a une volonté orchestrée de l'État qui nous a amenés très rapidement à parler de crimes contre l'humanité. En mars 2011, dans des villes, les femmes, les hommes, les enfants sont allés manifester, rose à la main, justement pour montrer qu'ils n'étaient pas armés. Mais le régime syrien a fait tirer sur la foule à balles réelles. C'était une volonté délibérée, pas une armée débordée par les manifestants.

Dès qu'une ville ou un village manifeste, l'armée encercle la ville pour empêcher toute entrée et sortie, ceux qui bougent se font tuer. Puis l'armée entre maison par maison, emmène les hommes de plus de 10 ans et les regroupe pour les torturer. La situation s'est aggravée en 2012 et 2013, avec les bombardements de zones habitées. Des

zones civiles ont été clairement ciblées avec des hôpitaux, des écoles, des files d'attente devant les boulangeries. Le rapport « César » présenté en 2014 au conseil de sécurité des Nations unies montre l'utilisation de la torture. 55 000 photos de 11 000 cadavres ont été prises sur ordre pour bien montrer au régime le sort des personnes.

Cette dimension nous a appelé à qualifier ces actes de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Le dernier stade, on le voit aujourd'hui, c'est le siège des villes. Le régime affame les populations. Dans le camp de Yarmouk près de Damas, où vivent 20 000 personnes, 200 sont mortes de faim. Les gens ne peuvent même pas sortir pour aller chercher de la nourriture, parce qu'il y a des *snipers* qui les attendent.

Dans ce contexte, que fait Amnesty International ? Notre première action est d'informer pour essayer de mobiliser la communauté internationale, faire en sorte que l'ONU réagisse. Nous avons demandé à aller sur place, cela nous a été refusé. Même les enquêteurs envoyés par les Nations unies étaient coincés à Damas. Donc, chose rare pour Amnesty International, nous sommes rentrés dans le pays sans autorisation, de façon anonyme, en prenant des risques énormes. Pourquoi faisons-nous cela ? Parce que nous voulons aller au-delà de la dénonciation des crimes. Parce que nous ne savons pas combien de temps ça va durer. Mais une chose est évidente, un jour, ceux qui ont com-



mis cela devront être jugés. Les victimes ont besoin de la vérité, de réparation, ce sera peut-être la génération suivante ou leurs petits-enfants, mais il faudra qu'ils soient jugés. Et pour nous, c'est important d'aller recueillir les preuves, des témoignages sur place et cela vaut toutes les prises de danger. ■

Droit de véto

« Cette crise pose la question majeure du droit de véto des membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, la Chine les États-Unis, la Russie, la France et la Grande-Bretagne. Le conseil de sécurité a précisément été mis en place pour ne pas que se répètent les horreurs de la Seconde Guerre mondiale. En disposant de ce droit de véto, ces États sont censés protéger, garantir la paix. Comment un État aujourd'hui peut-il avoir un droit de véto, quand il s'agit de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de génocides ? Il y a un vrai blocage, car le conseil de sécurité est aujourd'hui le seul à pouvoir saisir le procureur de la Cour pénale internationale. Nous demandons une réforme. Elle est nécessaire. Car sinon, on ne voit pas comment empêcher de nouvelles crises. » G. G.

Qu'y a-t-il de si réjouissant à laisser Caïn tuer Abel, à suivre le match sanglant qui se terminera par l'anéantissement d'un peuple ?

Par R. N., psychanalyste syrienne

J'ai envie de partager avec vous un texte écrit en 1986 par Sarah Kofmann, une philosophe et psychanalyste. Elle parle de la répétition et du silence. Pourquoi ce texte m'a-t-il interpellée ? Pour réfléchir ensemble aux problèmes humains que l'on peut qualifier de dramatiques. Dans ce texte, il y a des mots-clés qui permettent la lecture du monde et ouvrent au monde des ONG un terrain de réflexion non négligeable.

Le pouvoir de tuer et le pouvoir de tenir parole

« Apprendre à lire équivaut pour moi à un geste politique. Nietzsche en cela, je pense que l'homme est un animal dont les traits ne sont pas encore fixés. Parmi les multiples pouvoirs de l'homme, le pouvoir de

tuer et le pouvoir de tenir parole (c'est-à-dire parler et laisser parler, mais aussi faire des promesses) sont les deux pôles importants. Or apprendre à bien lire, c'est apprendre aux hommes à tenir parole. En essayant de tenir parole, on empêche le pouvoir de tuer, c'est-à-dire qu'on retarde le retour d'Auschwitz. C'est cela mon geste politique dans l'apprentissage de la lecture. »
Sarah Kofmann, 1986

La politique est indissociable de la vie humaine. Ce n'est pas seulement – toujours selon Sarah Kofman – le pouvoir de parler, mais aussi le pouvoir de laisser parler l'autre et de l'écouter. C'est-à-dire d'avoir l'espace nécessaire pour que l'autre puisse dire et exister. Il y a un lien entre lire, dire, vivre. Pour vivre, il faut une promesse de l'autre qu'il m'a bien entendu, qu'il m'a bien vu. Cette promesse quand elle existe entre les hommes, est une garantie d'empêcher la barbarie et la cruauté qui anéantit l'humanité, comme en Syrie aujourd'hui.

Je viens d'un pays dont le peuple a parlé, crié, demandé, en manifestant pacifiquement dans les rues pour obtenir son droit à la parole et à l'écoute, son droit à la démocratie et son droit à exister en peuple libre. Il a tout fait pour empêcher le pouvoir de tuer, pour éviter tout glissement vers l'horreur, pour tenir une promesse humaine qui soit

une garantie pour sa propre humanité et pour l'humanité de l'autre. Ce cri pour le droit à la parole, à l'existence s'est heurté à l'absurdité du monde entier. La déformation de la réalité du terrain par les médias a donné au monde des raisons de rester sourd et muet. Qu'y a-t-il de si réjouissant à laisser Caïn tuer Abel, qu'y a-t-il de si réjouissant à suivre le match sanglant qui se terminera par l'anéantissement d'un peuple ? Ce qui domine le monde aujourd'hui, c'est une course sadomasochiste par excellence, où l'on est privé de parole, blessé jusqu'au sang, tandis que le drapeau du triomphe a la couleur du mensonge. La perversion du langage est utilisée par les instances internationales, nous en sommes tous victimes.

Je veux vous exposer des extraits de ce langage contradictoire qui, par sa contradiction même, bloque les initiatives des individus et les empêche de prendre des positions qui soient du côté de l'humanité et non de celui des intérêts des grandes puissances :

« **La frappe chirurgicale** » – Le meilleur exemple est l'intervention en Irak qui consistait à utiliser le bombardement intensif pour produire le choc qui devait briser la résistance du gouvernement irakien. La frappe « chirurgicale » a déversé 3 000 bombes et missiles en 48 heures. Théoriquement, c'était le moyen le plus propre et le plus rapide

de gagner la guerre. Résultat, 100 000 civils irakiens ont été tués entre mars 2003 et septembre 2004 par des bombes dont la plupart étaient à fragmentation, condamnées par les organisations des droits de l'homme pour les dégâts qu'elles causent parmi les civils. Les victimes étaient des femmes et des enfants. Ces bombes sont encore utilisées aujourd'hui en Syrie.

« **La guerre juste** » – Une guerre juste, c'est-à-dire une violence justifiée, peut-elle exister ? La guerre est toujours injuste, parce qu'elle éveille les pulsions les plus meurtrières de l'homme, parce qu'elle détruit les efforts de l'humanité pour créer une civilisation et une culture qui l'aident à sublimer ses pulsions de mort, qui l'élèvent de son animalité à son humanité. Une guerre juste n'existe pas. Toute guerre est un crime contre notre humanité.

« **La répétition et le silence** » – On avait dit « Plus jamais ça » et pourtant cela se répète chaque jour. La question posée aux Nations unies, à tous les responsables de l'humanité : pourquoi recommencer en Syrie ? Chaque homme, chaque femme aujourd'hui porte en soi quelque chose de la Syrie. Elle est le berceau de l'écriture, le patrimoine de l'humanité. Pourquoi laisser détruire systématiquement des civilisations parmi les plus anciennes, comme en Syrie et en Irak, quel sens cela a-t-il ?

Il y a un silence qui enveloppe les crimes contre l'humanité, comme pour la Shoah. Nous participons à la création de cette horreur, par le fait même que plusieurs générations successives retrouvent les traces de cette violence. Quelle éthique quand le désir de haine et de vengeance nie toute la psyché ?

La nouvelle génération ne comprend pas le pourquoi de cette guerre. Quand le jeune se regarde dans un miroir, il ne comprend pas pourquoi il a une jambe amputée, un bras qui manque, un œil crevé, pourquoi il a perdu ses parents ou sa famille. Et quand il va devenir adulte, il sera surpris par cette haine qui l'habite. Et tout cela dans le silence du monde.

« **La guerre zéro mort** » – Mais de quel côté ? C'est une guerre qui augmente les risques pour les civils, en diminuant les risques encourus par les combattants. Mais à quoi sert de protéger les soldats si c'est pour mettre les civils en danger ?

Le monde aujourd'hui nous enferme dans une réalité binaire qui n'offre que deux solutions pour résoudre ses problèmes. Soit on fait la guerre avec une intervention militaire, comme cela a été proposé pour la Syrie mais l'on a répondu que c'était impossible. Bien sûr, c'est impossible et heureusement. Soit on laisse mourir et il semble ne pas y avoir une troisième voie. Pourquoi l'ima-

ginaire de l'homme est-il paralysé au point de ne pas pouvoir trouver une troisième voie ? Pourquoi la symbolisation est-elle escamotée ?

Quel sens a la répétition de cette horreur, quel sens a la cruauté de l'homme envers son semblable en le voyant comme un être d'une autre espèce ? C'est un défi à notre propre humanité, c'est lui-même que l'homme frappe. Cette répétition enferme le monde dans un cercle vicieux. Et le silence du monde est l'effet de son éblouissement devant son propre visage narcissique. La révolution syrienne a dévoilé l'intention des grandes puissances, entre la haine qui les habitent, les ambitions de domination sous couvert d'humanisme. C'est un balancement circulaire entre la haine et le désir de mort. ■

Quelle place pour les ONG humanitaires ?

« On peut situer le travail des ONG dans le cadre de la promesse que l'on peut donner à un autre homme, ainsi que l'évoquait Sarah Kofman dans le texte que j'ai cité en commençant. C'est la garantie que l'homme, en tant que sujet, peut avoir recours à un autre sujet pour continuer à exister, à être reconnu, à être aimé en parole et en action. C'est la garantie qui peut s'inscrire dans l'ode de la fraternité. C'est la règle de toute action humanitaire, c'est le moment ou le désir s'humanise

dans la parole tenue. C'est la promesse d'empêcher le pouvoir de tuer encore les humains et pour retarder le retour d'autrui. C'est ce que dit Sarah Kofman, et cela, c'est faire de la politique. Faire de la politique pour les ONG, c'est ne pas accepter que leurs activités, leurs actions servent de bouche-trou aux États qui perpétuent l'horreur. Les ONG ont pour rôle de recommander l'irrecommandable. Peut-être faut-il réfléchir ensemble à comment rétablir l'ordre avant l'arrivée au trou... »
R. N.

Comment les ONG peuvent intervenir dans un pays en crise sans prendre de risques ?

Par Reem Mansour, responsable de la mission au Liban et coresponsable du Groupe Moyen-Orient à Médecins du Monde

Je témoigne ici au nom du Groupe Moyen-Orient, en ayant comme toile de fond la Syrie et la difficulté d'intervenir sur ce terrain. Je voudrais dire comment on sait acheminer l'aide à l'intérieur et comment se passent

les choses à partir des pays limitrophes, la Turquie, le Liban et la Jordanie. Et puis dire aussi comment les ONG peuvent intervenir dans une situation de crise sans prendre de risques, malgré le conflit existant.

En Syrie, les choses ont mis du temps à se mettre en place. Cela était compliqué, car il y a un risque. Les expatriés ne vont donc pas en Syrie et il faut trouver un autre moyen d'intervenir. Cela s'est fait avec des partenaires locaux, Médecins du Monde ayant déjà avant la crise syrienne un réseau très établi avec des Syriens qui travaillent sur place. Certes, c'est une goutte d'eau, mais cela permet d'avancer et notamment de témoigner à partir de leur propre expérience sur le terrain.

Dans les pays limitrophes, notamment en Jordanie et au Liban, nous avons des équipes sur le terrain qui travaillent avec des réfugiés syriens. Nous travaillons notamment avec l'appui des structures de soins de santé primaire, et pour une grande part, cela concerne la santé mentale, tellement fragilisée en situation de guerre. Entre le Groupe Moyen-Orient, le « desk » et tous les gens qui travaillent au siège, l'important c'est de garder le lien avec ceux qui travaillent pour nous dans les différents pays. Par exemple au Yémen, Médecins du Monde s'est retiré en partie mais a gardé une personne sur place. Cela permet quand même de voir l'évolution de la situation et de pouvoir réfléchir, tout en gardant

des liens avec la population locale pour voir de quelle manière on peut intervenir.

Pour être accepté par la population, il est très important de varier les partenariats. Par exemple, dans la bande de Gaza, Médecins du Monde négocie avec le ministère des Affaires sociales qui dépend du Hamas. Dans les pays où l'on intervient, où l'on est déjà présent, l'important est de multiplier les partenariats, les personnes avec lesquelles on peut travailler. On a eu quelqu'un qui s'occupe de la communication au niveau du Moyen-Orient qui a mis en place un site Médecins du Monde en arabe. Ce sont des petites choses qui permettent de faire connaître la population locale dans les pays du monde où l'on intervient et de faire connaître le travail de Médecins du Monde pour être ainsi mieux accepté. ■



Échanges avec le public

« Impossible de symboliser, que faire ? »

La répétition dont vous avez parlé est quand même le point aveugle de notre psychisme. C'est l'impossibilité de symboliser. C'est aussi le point aveugle de nos grandes institutions, parfois de nos États. À Médecins du Monde, ça fait quand même une bonne vingtaine d'années que l'on essaye de réfléchir. Que devient l'humanitaire, que peut-on faire ?

Par rapport à l'ONU, à la Cour pénale internationale, la question est récurrente depuis que l'ONU existe. Mais elle devient beaucoup plus grave qu'auparavant. C'est en effet quelque chose qui n'est pas symbolisé au niveau des grandes puissances : comment les grandes puissances peuvent-elles symboliser ? On passe du psychisme des choses institutionnelles aux choses étatiques. Ce n'est pas vraiment la même chose, mais cela a quand même à voir, et cela exige les mêmes types de réflexion mais au travers de l'individu à l'institution.

Je pense que l'on a intérêt à parler quelquefois, au niveau des ONG. On s'était posé la question à partir de choses très simples. À l'époque, Médecins du Monde trouvait que c'était dangereux de témoigner pour nos équipes, c'était le mot, on ne parlait pas encore de plaidoyer. On avait fait

quelques petites choses. Par exemple, on avait passé les rapports de certains pays à Amnesty et à la FIDH, pour qu'ils puissent témoigner sans nous citer. Mais pour cela, il faut que dans les ONG, on mette un peu les ego de côté.

Un psychanalyste et humanitaire

« Depuis 1982 et le massacre de Hama, le régime n'a-t-il pas déjà montré son vrai visage ? »

On ne découvre pas maintenant les méthodes utilisées par le régime syrien depuis trois ans, puisque cela s'est déjà produit dans le passé. En 1982 à Hama il y a eu un massacre et des milliers de gens sont morts. On aurait pu envisager que suite à ces manifestations, le régime puisse réagir de cette manière-là. Et aussi parler des services de renseignement syriens qui pratiquent depuis toujours des arrestations arbitraires, la torture. Les Syriens sont au courant, la communauté internationale aussi. On aurait pu prévoir, ou en tout cas envisager ce genre de riposte de la part du régime.

Anonyme

« L'humanitaire se déroule avant tout au niveau local »

L'humanitaire n'est pas la propriété des organisations internationales, des ONG et encore moins de ce machin que l'on appelle l'ONU. L'humanitaire face aux horreurs quotidiennes existe aussi à l'intérieur. La majorité de l'action humanitaire en Syrie est faite par la population syrienne, par des organisations syriennes. Par exemple depuis quinze jours, il n'y a plus d'eau à Alep. Que font les gens ? Ils prennent le seau et font la queue au point de source. Il y a des chaînes de solidarité qui s'organisent au quotidien. Il est important de remettre la population locale au centre de l'humanitaire. Ne pas parler de l'humanitaire fait par les internationaux, mais rappeler que l'humanitaire se déroule avant tout au niveau local.

Anonyme

« Un modèle innovant s'est beaucoup développé, celui de la confiance aveugle »

Ces organisations civiles sont parfois totalement clandestines, elles opèrent presque comme les réseaux de résistance de la Seconde Guerre mondiale. Certaines

n'ont pas fait le choix du combat armé, mais celui de jouer un rôle humanitaire. On peut parler de solidarité, mais arrive un moment où cela rentre dans la sphère humanitaire. Médecins du Monde dès le début, sans être le seul, a essayé de voir comment aider ces acteurs. Cela demande une panoplie de précautions, car certains sont parfois connus ou tolérés, quand d'autres sont dans la clandestinité. Il y a même une certaine coordination entre organisations sur place.

Comment construire une relation fiable avec ces groupes, leur donner les moyens de faire le maximum ? Et de pouvoir le faire en sécurité ? Comment accorder une confiance aveugle, car évidemment, il est inutile de demander des factures ? Cela s'est beaucoup développé, il n'y a pas de chiffres. C'est un enjeu important, c'est un modèle innovant dans cette crise, cela se fait de plus en plus, au risque de parfois tomber sur de petits escrocs. Évidemment les ONG opérant de cette manière restent assez discrètes, pour des questions de sécurité. Mais cela prend beaucoup d'ampleur, il y a des réflexions de fond sur comment le faire et comment aller beaucoup plus loin. Ce n'est pas forcément de l'aide humanitaire, mais cela touche au développement.

Geneviève Garrigos

« Avec 2,8 millions de réfugiés, quand on me demande ce qui va se passer, je réponds toujours le pire. Je maintiens qu'on est toujours dans la lignée du pire »

À propos du futur, je vois d'abord un immense danger, c'est ce que les historiens appellent « la fabrique des réfugiés ». Quand vous avez des populations qui arrivent, il faut les sauver. C'est votre rôle, vous les humanitaires, d'organiser le sauvetage des réfugiés. Dans cette situation, à partir du moment où on construit quelque chose pour encadrer les réfugiés, on crée la notion d'ayant-droit, on installe le réfugié dans un statut. C'est ce qui s'est produit avec les Palestiniens, mais aussi avec d'autres groupes humains. La seconde chose, c'est la stratégie du pouvoir syrien. Comme plusieurs millions de personnes ne sont pas de la communauté religieuse au pouvoir, on les maintient à l'extérieur, cela fait moins d'ennemis à l'intérieur. Comme ça, on peut rafler leurs terres et leurs biens et les redistribuer aux soutiens du régime. Certains pensent que la stratégie à long terme de Bachar al-Assad, c'est de maintenir 5 millions de réfugiés à l'extérieur. On en revient à « la fabrique des réfugiés ». Il faut se rappeler combien la présence de 700 000 réfugiés palestiniens a été déstabilisatrice pour la région, sur plusieurs

décennies. Avec 2,8 millions de réfugiés, quand on me demande ce qui va se passer, je réponds toujours le pire. Je maintiens qu'on est toujours dans la lignée du pire.

Henry Laurens

« Il ne faut pas permettre l'impunité. En Syrie, cela prendra peut-être un siècle comme en Arménie, mais c'est indispensable si on veut arrêter la violence »

L'affaire arménienne nous rappelle quelque chose de fondamental. Il n'y a pas d'amnésie. En 1915, un crime abominable se déroule. On peut discuter entre historiens pour savoir s'il y a un million, 1,2 ou 1,5 million de victimes, cela reste une destruction. C'est ce que l'on appelle aujourd'hui un génocide. Mais un siècle plus tard, on continue à en parler et on fait pression non pas sur les bourreaux puisqu'ils ne sont évidemment plus là, mais sur leurs descendants. En ce sens-là aussi, dans l'affaire syrienne, grâce à Amnesty international et à d'autres actions du même genre, on entre dans une perspective où des poursuites seront entreprises. Cela durera peut-être un siècle comme dans l'affaire arménienne. Mais c'est indispensable. Si on veut arrêter la violence, il ne faut pas permettre l'impunité. En même temps, les gens

de l'ONU, ceux qui sont dans une ingénierie politique, ont besoin de parler avec tout le monde. C'est la contradiction entre la justice et la recherche d'une solution politique. Il n'y a pas d'autorité morale pour trancher.

Henry Laurens

« Si on ne donne pas de moyens aux États, on les dépossède, on les prive de procéder à la reconstruction. Mais l'aide peut être récupérée, instrumentalisée »

Dans l'humanitaire, il faut bien faire la différence entre les deux stades, entre l'aide d'urgence et la période qui suit. L'un des problèmes que l'on voit après, c'est les carences de l'État. On donne des subventions, des aides à des ONG pour qu'elles prennent en charge la suite et on ne donne pas les moyens de la reconstruction aux États pour qu'ils assurent justement les services qu'ils doivent fournir : sanitaire, santé, police, justice, etc. C'est une façon indirecte de confier à d'autres et inconsciemment de privatiser. On dépossède les États, on les prive de procéder à la reconstruction. Nos gouvernements occidentaux se déchargent sur les ONG humanitaires et cela les pousse moins à rechercher des solutions, un peu comme apporter un pansement.

Et l'aide humanitaire peut être instrumentalisée, voire récupérée. En Syrie, dans les zones qui sont assiégées, où il n'y a plus rien à manger et où il n'y a plus de médicaments, le gouvernement a récupéré à son profit l'arrivée de l'aide humanitaire. Il a publié des photos, fait venir des caméras pour montrer les camions qui arrivaient et apportaient de l'aide humanitaire. On a fait des calculs. La ville de Yarmouk a reçu l'équivalent de 87 portions alimentaires, alors qu'il y a 20 000 habitants. C'est vraiment de l'instrumentalisation. Au mois de février, juste après l'échec des négociations à Genève, la résolution des Nations unies devait permettre la levée du siège et l'arrivée de l'aide humanitaire dans les villes assiégées. Là encore, quelques caméras, quelques camions dans quelques villes et puis plus rien. La résolution n'est pas respectée, rien ne se passe. On tourne la page. C'est là où la notion de mémoire est importante. On va jouer avec cette aide humanitaire et montrer des photos pour que tout le monde se dise, c'est super, il y a de l'aide humanitaire qui arrive en Syrie. Et derrière, les choses s'enlisent. Il faut davantage dénoncer ce qui se passe réellement sur le terrain, y compris l'instrumentalisation de l'aide humanitaire.

Geneviève Garrigos

« Il faut que les Nations unies parlent au monde. C'est là un moyen de mettre un terme à la répétition »

R. N.

« Après la mort d'un bébé, nous étions tristes, mais nous n'étions pas désespérés parce que nous avons essayé »

Vous avez mentionné souvent l'Arménie, je suis Arménien. Je ne vais pas parler de l'Arménie, mais de cette troisième voie manquante avec une petite histoire extrêmement parlante. Une jeune femme âgée de 16 ans accompagnée de son mari de 20 ans, était enceinte de leur premier enfant. Il est né prématurément à la 22^e semaine, il pesait 200 g. C'était un cas très grave, sans espoir. Et comme l'hôpital n'avait pas de couverture et n'avait aucun moyen de traiter ce genre de cas, ils ont mis la mère dehors. Quand notre équipe l'a trouvée, on a appelé tous les contacts possibles pour que le bébé revienne à l'hôpital aussitôt. Il est mort le jour suivant. Nous étions tristes, mais nous n'étions pas désespérés, parce que nous avons essayé. Nous avons pu dire à la mère que nous avons essayé. L'important, c'est d'essayer.

Un homme s'exprimant en anglais

« Il faut quand même avoir la modestie de reconnaître que l'humanitaire ne peut pas tout, que l'humanitaire a des limites »

À un moment, l'humanitaire est totalement insuffisant. En Bosnie, qui a arrêté les massacres ? Ce n'est pas l'humanitaire, c'est l'intervention armée. Je ne suis pas pour l'intervention armée, mais il y a certaines fois où c'est nécessaire. Je crois également qu'il faut être aussi préventif que possible. C'est-à-dire bien sûr réformer les conditions d'exercice du conseil de sécurité de l'ONU, éviter d'inviter sur les Champs-Élysées quelqu'un qu'on connaît comme étant peu respectueux des droits de l'homme, avant qu'il ne massacre son peuple. Au demeurant, l'usage de la force doit être proportionné. Quand les Alliés ont bombardé l'Allemagne pour éviter le retour de la Seconde Guerre mondiale, quand on voit les tapis de bombes qui sont tombés sur la ville de Dresde par exemple, au moment où l'Allemagne était déjà vaincue, je dirais que c'est là un usage de la force qui n'est pas du tout proportionné avec ce que l'on recherche, c'est-à-dire l'amélioration de la condition humaine.

Bernard Granjon, cofondateur de Médecins du Monde



« La modestie oblige à dire qu'on ne peut pas tout faire. Mais l'accumulation des modesties peut amener à faire de grandes choses »

Le discours consiste à dire : on ne peut pas tout faire. Mais peut-on aborder la question avec un terme, celui de la modestie ? La crise syrienne et d'autres crises nous incitent à beaucoup de modestie. Par rapport à l'intervention humanitaire, au regard des besoins, on fait relativement peu. Modestie au regard de la complexité des choses. Le régime, les mouvements extrémistes, les enjeux régionaux et internationaux avec l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Russie, les États-Unis. Je ne vois pas, au travers de toute cette complexité, comment la résolution du conflit syrien ne serait pas politique. En tant qu'ONG, avec notre témoignage, on peut peser même modestement sur les décisions. À tous les niveaux, cette modestie s'impose. L'accumulation de ces modesties peut amener à faire de grandes choses.

Gérard Pascal, chirurgien des hôpitaux et membre du conseil d'administration de Médecins du Monde en charge des urgences et des crises internationales

« On se demande où ces gens-là ont appris à gérer les crises. Qu'ils prennent des psychiatres et des psychanalystes pour comprendre comment les gens d'en face vont réagir »

Demander à l'ONU une mission d'intervention avec un mandat international ? Cela était impossible vu le contexte en Syrie. Tout d'abord, en l'absence de demande de Bachar al-Assad, cela aurait été une attaque. Et puis, les bases militaires sont au cœur de zones civiles : très tôt des civils y ont été détenus comme boucliers humains. Intervenir, même pour défendre la population, aurait sans doute fait plus de morts qu'autre chose. Une autre solution aurait été de saisir la Cour pénale internationale dès la première résolution de 2011. Car à partir de là, les choses n'ont fait que s'aggraver et l'on a vu de nouveaux acteurs entrer dans le conflit au fur et à mesure.

Au départ la situation était simple, des gens manifestaient pacifiquement. L'armée syrienne libre n'était pas encore organisée, c'était plus un gouvernement à l'étranger. On restait dans un contexte assez basique. Mais on a laissé pourrir. Face au conseil de sécurité qui était complètement bloqué, une chose terrible a été brandie par Obama, Sarkozy et d'autres : la ligne rouge

des armes chimiques. Cela veut dire que le régime peut faire ce qu'il veut, tant qu'il n'utilise pas les armes chimiques. Il y avait déjà 100 000 morts, mais la ligne rouge n'avait pas été franchie. Ils ont dit ça, alors que l'on savait déjà très bien ce qu'était ce régime et ses pratiques. Les méthodes de torture n'ont pas été inventées du jour au lendemain, les forces secrètes, tout cela existait avant. On savait qu'il y avait un risque qu'il utilise ces méthodes. Il les a utilisées.

Que fait-on après cela ? Et bien on rediscute aux Nations unies. Non seulement on n'a rien fait dès le départ, mais en plus on a fixé une ligne rouge sans même savoir comment on réagirait dans ce cas-là. On a envoyé des enquêteurs. Ils n'ont pas trouvé d'armes chimiques – même s'il y en a à l'évidence –, mais des barils bourrés de TNT balancés sur la population civile. Je ne vois pas trop la différence avec les armes chimiques. On se demande où ces gens-là apprennent à gérer les crises. Qu'ils prennent des psychiatres et des psychanalystes pour comprendre comment les gens d'en face vont réagir. Qu'ils fassent quelque chose, car toutes les erreurs ont été commises depuis trois ans. On voit bien à quoi cela aboutit aujourd'hui, c'est dramatique.

Geneviève Garrigos

« Dans l'hypothèse où ces élections sont légales, ce sont bien 3 millions d'électeurs qui probablement voteront pour le régime »

À l'origine de ce conflit est un combat pour la démocratie. Dans peu de temps se déroulent des élections dans ce pays. Dans l'hypothèse où ces élections sont légales, ce sont bien 3 millions d'électeurs qui probablement voteront pour le régime. Il y a un danger pour la démocratie, je m'interroge. Ne vaut-il pas mieux jouer un rôle citoyen, au péril de sa vie ? Mais une partie de la population n'est plus là pour exercer son droit de vote.

David

« Dénoncer les crimes et même temps, être prêts à reconstruire. Même dans la crise, l'espoir doit être là, soyons prêts »

Sur les limites de l'humanitaire, nous ne pouvons pas tout faire, c'est sûr. Mais nous faisons déjà beaucoup. Je suis trésorier de Médecins du Monde, donc j'ai une approche financière, mais en 2013 nous avons consacré 5 millions d'euros à la Syrie. En 2014 nous avons

dépassé les 10 millions. Quelle sera notre position dans un an ? Quel sera notre regard sur cet argent investi ? Sur ces images qui s'accumuleront devant nos yeux, sur ces dénonciations, ces morts, notre incapacité à témoigner et à faire plus et mieux ? Notre position sera intenable dans un an si les choses continuent.

Comment peut-on s'en sortir ? Il n'y a pas 10 000 possibilités. Nous avons une responsabilité politique, elle est évidente aujourd'hui. Je la vois s'exercer ou se construire selon deux axes. Le premier, c'est la judiciarisation, la dénonciation des crimes contre l'humanité en Syrie, la construction d'un véritable plaidoyer politique. Le deuxième axe, malgré le trauma actuel, c'est être les acteurs de la reconstruction. Même dans la crise, l'espoir doit être là. La reconstruction se fait aujourd'hui, soyons prêts. L'année prochaine, j'aurais beaucoup de difficulté à vivre le rapport financier en disant voilà, nous avons fait notre travail de notre mieux. Mais à côté de cela, notre silence politique, notre incapacité d'être les porteurs d'une parole, ce serait extrêmement douloureux pour Médecins du Monde.

Christophe Adam, trésorier de Médecins du Monde

« Il y a un désintérêt de plus en plus grand des grands bailleurs institutionnels pour les réfugiés. Les fonds vont décroître chaque année. Il faut anticiper »

Pour nos partenaires, pour les réfugiés syriens accueillis dans les centres et les acteurs locaux qui nous accueillent, ce qui compte c'est que l'on soit là. La solution est politique, oui on peut peser, oui il faut réfléchir aux manières de témoigner, dénoncer, c'est évident. Il y a un gros travail à faire, nous l'avons commencé, mais il faut qu'il prenne de l'ampleur. On met une forme de pansements sur une blessure qui va rester ouverte très longtemps. Un jour, un Syrien âgé était venu demander de l'aide. Il nous avait dit : l'hiver syrien sera long et dur. Donc il faut s'y préparer. Un élément également en réflexion chez Médecins du Monde, est d'essayer de soutenir au maximum les partenaires pour renforcer la société civile. Comment, très concrètement, faire ce travail quand la capacité même de maintenir le même niveau de service va être impactée par une baisse globale des financements et donc de l'aide l'année prochaine avec 70 % de fonds en moins. Le temps que l'on passe avec les partenaires à essayer de construire ensemble un mécanisme de gestion pour qu'ils aient accès directement au financement des bailleurs sans passer par nous, par exemple. Le financement, cela paraît

souvent très technique, mais c'est dans les procédures mêmes que résident de nombreux obstacles à développer de meilleurs projets, à considérer de manière égalitaire les associations du Sud. On n'est pas à l'abri dans 4 ou 5 ans d'avoir le même niveau de besoins et d'avoir un financement beaucoup plus bas. Les fonds appelés par la Banque mondiale, placés pour renforcer la capacité des pays à gérer les réfugiés, ont reçu extrêmement peu de donations. Un peu pour des questions de corruption, mais aussi parce qu'il y a un désintérêt de plus en plus grand de l'ensemble des grands bailleurs institutionnels. Ils vont décroître chaque année. Il faut anticiper, c'est le seul moyen pour que nos partenaires puissent travailler avec nous, avec moins d'investissements de notre part.

Baptiste Hanquart

« Au Liban, le système de santé est privé. Déjà le Libanais pauvre a beaucoup de mal à avoir accès aux soins, qu'en est-il du million de réfugiés syriens ? »

Participer à une reconstruction, il faut y penser, mais on n'y est pas encore. Je ne suis pas optimiste pour notre action en faveur des réfugiés au Liban. Ils sont plus d'un million. Là-bas, le système de santé est privé. Déjà le

Libanais pauvre a beaucoup de mal à avoir accès aux soins, qu'en est-il du million de réfugiés syriens ? On a un partenaire fort au Liban, mais il n'a pas les moyens de s'en sortir seul. La solution n'est pas proche.

Reem Mansour

« Ce que fait Médecins du Monde est fondamental, parce que c'est concret. Les gens sur place se disent qu'on ne les a pas abandonnés et on pense encore à eux »

Depuis 2013, on assiste en termes de communication à une attaque très forte de désinformation sur ce qui se passe en Syrie. C'est intéressant de voir que des gens qui se battaient pour la liberté sont tous devenus d'un coup des djihadistes qui voudraient imposer la charia ! En France, j'ai même participé à un débat avec de grands experts qui disaient que Bachar al-Assad était peut-être ce qu'il y avait de mieux pour la Syrie en comparaison de ce qui attend le peuple s'il s'en va. C'est un contresens, mais on l'entend de plus en plus. C'est contre cela qu'il faut se battre, car Bachar al-Assad est très fort pour la désinformation. Et pendant ce temps, on laisse s'enliser le conflit.

La politique de l'Union européenne par rapport aux demandeurs d'asile et aux réfugiés est dramatique. Des embarcations qui arrivent avec des femmes et des enfants sont refoulées, les autorités les rejettent à la mer, les renvoient vers la mort. Il y a la question des réfugiés et le fait que le régime s'en débarrasse. Mais il y a aussi la question de notre attitude.

L'Union européenne est à la fois dans une inertie politique totale, mais d'un autre côté, elle laisse faire les manipulations médiatiques. Comme ça, les gouvernements se désengagent complètement. C'est grave, il faut dire les choses. Ce que fait Médecins du Monde est fondamental, d'abord parce que c'est concret sur le terrain. Les gens sur place se disent qu'au moins, on ne les a pas abandonnés et on pense encore à eux. Et vis-à-vis des gouvernements, au moins, il y a des gens qui ne font pas que regarder la télé et zapper mais qui continuent à être motivés et à se mobiliser.

Geneviève Garrigos

« Comment peut-on définir une ligne rouge et définir le droit d'ingérence ? »

Quelle est la ligne rouge que l'on peut fixer, si l'on se dit que les États, pour trouver des solutions humanitaires, peuvent

utiliser la violence ? Les djihadistes sont apparus comme de bons djihadistes en Libye et comme des mauvais djihadistes en Syrie. Comment peut-on définir une ligne rouge, définir le droit d'ingérence en prenant en compte cette nouvelle réalité et qui mettrait des lignes claires entre les gens qui veulent un système encore plus violent ?

Bernard Juan, MdM

« Pour la Syrie, je ne pense pas qu'il y ait une solution politique. Heureusement, je ne suis pas un décideur politique pour savoir ce qu'il faut faire »

En Syrie, on est dans une lutte à mort avec un Bachar al-Assad dont la crédibilité est nulle en termes de pardon, d'amnistie. En 2005 et 2006, il y avait eu des mouvements au Kurdistan. Il a dit vouloir aider les Kurdes : les gens ont déposé les cailloux, car ils n'avaient pas d'armes, ils ont ensuite été raflés et massacrés... Personne en Syrie n'en doute : s'il y a une capitulation, une quelconque amnistie du régime, trois jours après, tout le monde sera exécuté. Vous ne pouvez pas traiter avec Bachar al-Assad parce que vous êtes morts. La seule solution, qui n'est pas une solution politique, c'est la chute de Bachar. Parce que ce monsieur n'est pas dans

la reconquête d'un territoire, il dévaste. Il ne reprend pas Homs, il détruit Homs. Comme la population est partie, il n'y a pas grand-chose à gérer, c'est plus facile. Sa stratégie à long terme, c'est d'expulser plusieurs millions de Syriens. Heureusement, je ne suis pas un décideur politique pour savoir ce qu'il faut faire.

Henry Laurens

« Avec les images, l'enrôlement est assez facile. La crainte des pouvoirs publics, c'est qu'après être allés en Syrie, ils deviennent des terroristes et posent des bombes. »

On peut comparer le phénomène des jeunes qui s'engagent avec ce qui s'est passé pendant la guerre d'Espagne. Des brigades allaient en Espagne avec le soutien du Parti communiste. Aujourd'hui ces jeunes qui viennent de banlieue regardent ces images de violence et sont déjà très sensibilisés à la cause palestinienne. Comment voulez-vous qu'ils croient à la justice avec l'histoire de la Palestine ? À cela s'ajoutent les événements de Syrie. Avec les images, l'enrôlement est assez facile. La crainte des pouvoirs publics, c'est qu'après être allés en Syrie, ils deviennent des terro-

ristes et posent des bombes. Mais il n'y a aucune analyse concrète de ce que l'on pourrait leur proposer. Et aussi aucune analyse de l'inertie des pouvoirs publics.

Geneviève Garrigos



Analyse

Dans les profondeurs du borbier syrien

Par Peter Harling*

Partant de l'attentisme du « gendarme du monde » et de son renoncement à frapper le régime de Bachar el-Assad en 2013, Peter Harling met en lumière l'absence de stratégie américaine dans la crise syrienne. Plus fondamentalement, il pointe l'incapacité de la communauté internationale à penser la nouvelle complexité du monde. En d'autres termes, allant au-delà du borbier syrien, il pose la question de la gouvernance d'un monde en transformation.

Une idée prend racine dans les milieux qui ont des comptes à régler avec la passivité de la politique étrangère américaine : l'État islamique n'aurait pas existé si Washington avait frappé le régime syrien, suite à son usage présumé d'armes chimiques contre la population de sa propre capitale, en 2013.

Retour vers le futur

Cette idée est problématique à différents égards. D'abord elle renvoie à l'illusion d'une solution simple à un problème complexe, systémique – ce qui est exactement ce qu'on peut reprocher aux frappes américaines visant actuellement l'État islamique.

Ensuite, elle ne prend pas en compte l'imprévisibilité de toute intervention militaire, le *fog of war*. Une offensive même limitée contre le régime syrien en 2013 aurait très bien pu conduire involontairement à le renverser, à le renforcer au contraire, à l'acculer à des gestes de désespoir, à provoquer une escalade régionale ou encore à convaincre ses alliés de rechercher enfin sérieusement un compromis. Beaucoup de Syriens, même parmi les sympathisants du régime, souhaitaient une rupture radicale avec les dynamiques à l'œuvre, tout en craignant une évolution pour le pire.

Enfin, cette idée entretient un autre mythe contemporain nuisible : celui qui veut que des mesures militaires

« ciblées », « intelligentes » et relativement économiques puissent accomplir des objectifs politiques complexes sur le terrain. Là encore, c'est toute l'aberration des frappes en cours, plus généralement du recours aux drones, qui met les sociétés à distance, personnalise les problèmes, et sert de substitut technologique et idéologique à l'absence de politique digne de ce nom. Tout ceci ne signifie pas qu'une sanction sévère n'était pas justifiée, en réponse à l'utilisation délibérée d'armes chimiques contre des civils, à grande échelle... Mais elle n'aurait eu de sens que dans un autre référentiel que celui, révisionniste, de l'État islamique en devenir : réaffirmer une norme internationale sur l'usage d'armes de destruction massive ; rasseoir une posture américaine de puissance, mise à mal par les hésitations et ambivalences de l'administration de Barack Obama ; retrouver une fonction d'« hégémon » dans une région profondément déstabilisée par un mouvement de retrait américain, après plusieurs décennies d'ingérences structurantes (pour le meilleur et, bien souvent, le pire) ; ou encore tenter le tout pour le tout – là encore sans aucune garantie de succès – pour prévenir une dégradation de la situation pourtant parfaitement prévisible. C'était l'idée française d'un *game changer* – anglicisme révélateur de notre tendance à nous définir par rapport à ce que serait une politique américaine souhaitable.

La lecture révisionniste a son pendant. La simple évocation d'une intervention manquée en 2013 suscite un tollé chez les anti-impérialistes à tous crins, qui veulent penser que toute action américaine est forcément illégitime et pernicieuse, que tout irait pour le mieux si seulement les États-Unis ne faisaient rien du tout. C'est l'autre solution de confort intellectuel.

Ambiguïté américaine et vacuité stratégique

Le problème, à l'heure actuelle, c'est justement que Washington ne fait à peu près rien, même si elle n'en dit pas moins. Face aux défis posés par le monde arabe ces dernières années, l'administration s'est montrée essentiellement velléitaire : elle a acclamé la révolution en Égypte pour s'en dissocier aussi vite ; elle a fait la guerre au régime de Kadhafi, mais à condition que d'autres en assument les conséquences ; elle a critiqué assez la famille régnante à Bahreïn pour la fâcher, mais pas suffisamment pour la convaincre ; elle a appelé à la chute du président syrien Bashar el-Assad et encourage l'opposition syrienne à le défier, puis s'est désintéressée de ce dossier décidément trop compliqué ; elle aurait bien aimé que le Premier ministre irakien Nouri Maliki poursuive des politiques plus sensées, mais s'est passée d'exercer des pressions à cette fin ; elle voudrait assurer ses partenaires traditionnels dans le Golfe de

sa loyauté, tout en restant aussi détachée que possible d'une région où elle estime n'avoir rien à gagner. Tout ceci a contribué à semer la confusion.

Au fond, la nouvelle « guerre contre le terrorisme » – une appellation que l'administration rejette sans rien faire, concrètement, pour s'en différencier – ne marque pas vraiment un virage. Washington clame une fois de plus des objectifs ambitieux censés être remplis avec des moyens limités et des mesures qui n'engagent à rien.

Ce qui manque à l'administration, c'est quelque chose que l'on pourrait décrire comme une « stratégie » – et que l'on pourrait alors juger sur ses mérites. Une stratégie constitue le lien dialectique entre des objectifs réalistes (traduction pragmatique des « intérêts » ou des « valeurs » que l'on entend défendre) et des moyens existants (dont les limites viennent redéfinir les objectifs en question). La stratégie est ensuite enveloppée d'un discours de légitimation, plus ou moins idéaliste ou manipulateur, mais presque toujours décalé par rapport au contenu réel de la stratégie poursuivie. Aujourd'hui, l'administration se contente de ce discours d'emballage : on forge une coalition globale contre le terrorisme (futile), on fait référence à des partenaires sur le terrain (inexistants), et on met en œuvre des frappes aériennes (stériles), le tout en annonçant comme objectif rien moins que la défaite de l'adversaire. Le grommellement des militaires chargés de cette mission impossible est audible.

Les raisons de l'attentisme

Cette vacuité stratégique a plusieurs origines. La première c'est le style de leadership du président Barack Obama. Figure cérébrale, sophistiquée, il entendait se démarquer des impulsions caricaturales et catastrophiques de son prédécesseur – en se recentrant sur des débats importants de politique intérieure, où il pouvait aussi espérer incarner, par le caractère exceptionnel de son élection, une forme de renouveau et de maturité. Dans cette vision, les affaires étrangères ont une place réduite, et le désarroi que connaît le Moyen-Orient apparaît surtout comme une source de distraction, d'irritation même.

De fait, on peut partager plusieurs de ses intuitions présumées. De fait, la région implique modérément les intérêts immédiats des États-Unis. Elle se situe désormais à la marge d'une économie mondiale globalisée et des domaines d'activités où Washington entend toujours exercer une forme de puissance hégémonique, à savoir le monde de la finance et un univers digital dont l'expansion est hyperbolique. La région se doit de s'assumer davantage elle-même, plutôt que d'attendre des solutions de l'extérieur, qui ne font généralement qu'entretenir voire aggraver ses nombreux problèmes. Même si les États-Unis pensaient devoir agir de façon décisive, le cynisme est de mise quant aux résultats, après une longue série d'échecs en matière de *regime change*,

de *state building*, d'*institutional reform* et autres instruments de politique étrangère occidentale dans l'ère post-guerre froide (largement perçus, parmi les récipiendaires, comme une forme de néocolonialisme). Enfin, le Moyen-Orient s'enfoncé dans ce qui n'est autre qu'une constellation de conflits par forces supplétives interposées – des guerres longues, sales et incertaines pour lesquelles il n'existe plus beaucoup d'appétit, et encore moins de moyens, en Occident.

Un deuxième facteur est à rechercher dans l'évolution du monde : plus complexe, en réseau, et dépourvu – d'un point de vue occidental – d'ennemi clairement défini

– à part la figure, justement polymorphe, du « terroriste », qui sert de succédané. C'est un monde qui a perdu de son intelligibilité à mesure que les idéologies, les systèmes de valeurs, les institutions, les frontières s'érodaient. Il est plus difficile d'y définir des intérêts nationaux, quand tout est interdépendance ; d'y faire la guerre, dans les sables mouvants de crises identitaires et de complications psychologiques, terrain tellement moins ferme que les vieux champs de bataille où il n'y avait, au fond, qu'une armée adverse à détruire ; d'y

trouver des solutions diplomatiques, qui exigent une définition claire des intérêts particuliers, un rapport de force lui aussi très concret, et des enjeux suffisamment simples pour qu'une solution conceptuelle puisse être formulée, comprise et traduite dans les actes.

Ce n'est pas un hasard s'il n'existe plus de penseurs stratégiques, s'il faut toujours ressusciter ceux des années 1980, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, pour élucider un monde qui pourtant les dépasse, eux aussi. Ce n'est pas que nos capacités intellectuelles ont décliné : c'est que nous faisons face à un système complexe en pleine recomposition chaotique, pour le meilleur et pour le pire.

Même si les États-Unis pensaient devoir agir de façon décisive, le cynisme est de mise quant aux résultats, après une longue série d'échecs en matière de regime change, de state building, d'institutional reform.

Mais le problème va plus loin. On pourrait proposer une lecture certes réductrice mais opérationnelle du défi qui se pose à nous au Moyen-Orient actuellement : il s'agit d'un processus de radicalisation réciproque où la radicalisation des uns justifie, légitime et amplifie celle des autres. L'État islamique autorise, par exemple, le renforcement des logiques poursuivies par l'Iran, le régime syrien, le Hezbollah, les factions kurdes, et les Monarchies du Golfe qui ont mené à son apparition. Mais plutôt que d'appréhender ce système pervers, et de



chercher à en briser la dynamique infernale, nous autres Occidentaux y contribuons : nous armons les Kurdes, nous occultons commodément la question des milices chiites, nous tentons de rallier les alliés les plus douteux, et nous ignorons la réalité de leurs intérêts souvent ambigus : si nous avons choisi d'assimiler l'État islamique au mal suprême, l'ensemble des acteurs sur le terrain en a une vision beaucoup plus nuancée, dans laquelle la menace qu'il représente est aussi un avantage, à savoir le moyen de poursuivre des objectifs connexes.

Il existe donc un troisième facteur explicatif derrière notre vacuité stratégique : elle tient à l'évolution de la « prise de décision » en Occident. Nos postures successives en réponse aux événements des quatre dernières années dans le monde arabe en disent long à ce sujet : scepticisme initial, enthousiasme pour une démocratisation éclair, tentation du *regime change*, désenchantement et peur des islamistes, malaise face à l'ampleur de la crise humanitaire, révisionnisme et retour en vogue des réactionnaires, politique de l'autruche suite à la multiplication de graves foyers de crise, puis « guerre contre le terrorisme ». Notre incroyable capacité à sauter du coq à l'âne, à poursuivre la dernière chimère, a donné lieu à ce tourbillon de politiques mi-cuites où un échec chasse l'autre, et nous sauve d'avoir à penser sérieusement au précédent.

Au final, l'absence de politique occidentale relativement stable et lisible – qu'elle soit interventionniste ou non – sème la confusion, ajoute au désordre, sur le terrain et dans nos propres esprits.

Une bonne partie de l'explication tient à l'intégration croissante du cycle médiatique et du processus de décision : un événement survient qu'il faut commenter immédiatement, et ces paroles doivent généralement être suivies de quelques actes qui s'inscrivent dans une même temporalité journalistique, évanescence et amnésique. Aucune idéologie, aucune tradition diplomatique, aucun cadre d'action structuré par l'existence d'un ennemi tangible, ne vient plus organiser, rationaliser cet enchaînement, si ce n'est par exception. La forme extrême de ce schème a conduit à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Iraq, au renversement du régime libyen, ainsi qu'à la nouvelle « guerre contre le terrorisme » – c'est-à-dire des instances de projection de la force sans stratégie.

Le Moyen-Orient au miroir des passésimes de tous bords

Au final, l'absence de politique occidentale relativement stable et lisible – qu'elle soit interventionniste ou non – sème la confusion, ajoute au désordre, sur le terrain et dans nos propres esprits. Non seulement nous échouons à apporter des solutions, mais devenons une partie intégrante du problème.

Pour sortir d'un débat assez futile sur l'interventionnisme, on peut reprocher à l'administration américaine deux erreurs fondamentales. La première est non pas de se désengager, mais de le faire de façon brutale et hypocrite – sans jamais l'admettre ouvertement, ni chercher à développer des moyens d'accompagner la région dans son émancipation par rapport aux influences occidentales. On est donc passé de décennies d'ingérences tous azimuts, culminant sous le prédécesseur agité du président Barack Obama, George Bush, à rien, du moins rien de stable, de fiable, d'intelligible.

La seconde erreur consiste à voir la région comme marginale, périphérique, empêtrée dans des problématiques archaïques, une sorte d'anomalie de la modernité. En fait le Moyen-Orient est un formidable et tragique laboratoire des changements en cours à l'échelle globale, qui nous appelle à rejeter tout exceptionnalisme arabe pour voir en quoi la région nous parle de nous-mêmes

– ce qui explique aussi pourquoi elle nous trouble tant. Les niveaux et les formes de violence que connaît la région sont une réalité terrifiante, qui suscite profusion d'analyses mobilisant les registres traditionnels (le sectarisme, les alliances et contre-alliances, le « terrorisme », etc.). Mais tout ceci nous voile des bouleversements en un sens beaucoup plus signifiants, et que les systèmes politiques arabes, rigides, n'ont généralement pas su encaisser : les conséquences de la mobilité sociale (sous forme d'exode rural et d'émigration) et de la transformation de la ville ; l'érosion et le retrait des institutions étatiques ; la fin des grands paradigmes idéologiques ; la réduction des écarts en matière d'éducation et d'accès à l'information ; la fragilisation des identités inculquées par le haut, qui redeviennent plus polysémiques et organiques ; les premiers effets de la révolution des moyens de communication, etc. Que de thèmes qui évoquent le XX^e siècle dans son ensemble, et bien au-delà des frontières du monde arabe ! Le Moyen-Orient est à l'avant-garde des troubles que nous connaissons tous dans ce moment-clé de l'histoire, où nous peinons à formuler un avenir qui apporterait des solutions à toute une série de distorsions héritées des transformations très rapides du siècle passé.

** Peter Harling est conseiller spécial pour le Moyen-Orient au sein de l'International Crisis Group*



Légendes des photographies

[Couverture](#) | Un campement de réfugiés syriens sous la neige
Akkar, Liban, janvier 2013

[p. 3](#) | Réfugiés syriens dans la file d'attente pour la distribution de nourriture
Camp de réfugiés de Zaatar, Jordanie, janvier 2013

[p. 7](#) | Faiçal, effrayé par la visite médicale, dans un centre de santé pour réfugiés syriens de Médecins du Monde
Bekaa nord, Liban, janvier 2013

[p. 12](#) | Ali avec ses enfants et neveux, réfugiés dans une maison rurale en location
Région de Mafraq, Jordanie, janvier 2013

[p. 18](#) | Enfants réfugiés devant la télévision dans le salon de leur logement
Région de Mafraq, Jordanie, janvier 2013

[p. 24](#) | Réfugiées syriennes durant la distribution quotidienne de pain
Camp de réfugiés de Zaatar, Jordanie, janvier 2013

[p. 30](#) | Jamila tremble de froid et d'excitation durant un instant de jeu dans la neige
Akkar, Liban, janvier 2013

[p. 37](#) | Deux réfugiés cherchent à capter le réseau syrien pour parler avec leurs parents restés en Syrie
Camp de réfugiés de Zaatar, Jordanie, janvier 2013

[p. 42](#) | Des réfugiés syriens reçoivent leur ration de nourriture
Camp de réfugiés de Zaatar, Jordanie, janvier 2013

[p. 45](#) | Karim, responsable d'un centre de réadaptation pour réfugiés syriens, plaisante avec Samir, insensible aux deux jambes
Amman, Jordanie, décembre 2012

[Quatrième de couverture](#) | Oum Ibrahim et sa petite-fille Mounira dans un campement
Bekaa centrale, Liban, janvier 2013

Éditions : Médecins du Monde - mars 2015

Conception : Aurore Voet

Pilotage : Gérard Pascal

Supervision : Boris Martin

Supplément à la revue *Humanitaire*, n°40, mars 2015

Gratuit, ne peut être vendu.



Revue
Humanitaire
espérer partager défendre

Médecins du Monde

62 rue Marcadet 75018 Paris

01 44 92 15 15

www.medecinsdumonde.org

